

Le programme d'un abstentionniste

Raoul Vaneigem

Texte publié dans *Siné Hebdo* n° 80 le 17/3/2010

Pourquoi je ne vote pas

L'année dernière, ma plus jeune fille, rentrant de l'école, m'a dit : «Je suis bien embêtée. On m'a expliqué que c'était un devoir pour tous de voter. Or, toi, tu ne votes pas. Explique-moi pourquoi !»

J'avais à l'époque de bons arguments, ils sont aujourd'hui bien meilleurs encore.

Il fut un temps où les idées politiques avaient une importance aux yeux des citoyens et déterminaient leur choix électoral. Il existait alors une frontière assez nette entre la gauche et la droite, entre progressistes et conservateurs. Mais déjà à l'époque, il apparaissait nettement que les avancées sociales étaient d'abord arrachées dans la rue, par les émeutes, les grèves ou les grandes manifestations populaires. Les tribuns et les parlementaires socialistes et «communistes» s'en attribuaient ensuite le mérite et en profitaient pour exercer leur ascendant sur les masses. Sans la détermination des mouvements de revendication, il n'y aurait eu ni réduction du temps de travail, ni congés payés, ni droit aux soins de santé, aux allocations de chômage, aux avantages que les mafias multinationales bousillent aujourd'hui avec l'aide des gouvernements de gauche et de droite.

Très tôt, on assista à une bureaucratisation du mouvement ouvrier. Les partis et les syndicats se montrèrent plus préoccupés d'accroître leur pouvoir que de défendre un prolétariat qui jusque dans les années 1960 se défendait très bien lui-même. Le rouge devint rose et la rose s'effeuilla. Tandis que le réformisme social-démocrate partait en couille, l'imposture du mouvement dit communiste s'effondrait avec l'implosion de l'empire stalinien, laissant le champ libre à une véritable opération de colonisation des masses. L'émergence et la prédominance d'une économie de consommation vinrent en effet contrebalancer opportunément les effets fâcheux d'une décolonisation que les peuples du tiers-monde avaient arrachée de haute lutte.

Dénoncé en Mai 1968, le mythe de la société de bien-être, propagé par le consumérisme, se délite aujourd'hui et accompagne dans sa faillite le capitalisme financier dont la bulle spéculative crève et révèle autour de nous le vide creusé par l'argent fou, par l'argent employé à se reproduire en circuit fermé (non sans que s'emplissent les poches au passage les mafieux affairistes et politiques qui, une fois réélus, vont prôner l'austérité.)

Le supermarché est devenu entre-temps le modèle de la démocratie: on y choisit librement n'importe quel produit à la condition de le payer à la sortie. Ce qui est important pour l'économie et ses profiteurs, c'est de faire consommer n'importe quoi afin d'augmenter le chiffre d'affaires. Dans le clientélisme politique qui sévit aujourd'hui, les idées n'ont guère plus d'importance qu'un dépliant publicitaire. Ce qui compte pour le candidat, c'est d'accroître sa clientèle électorale afin de mener ses affaires au mieux de ses intérêts égoïstes.

Qu'une assemblée de citoyens choisisse des délégués pour défendre ses revendications, leur donne mandat de les représenter et leur demande de rendre compte du succès ou de l'insuccès de leur mission, voilà ce qui constitue une véritable démocratie.

Mais en quoi me représenteraient-ils ceux qui

- escroquent le bien public,
- se servent des taxes et des impôts des salariés et des petits indépendants pour renflouer les malversations des banksters,
- gèrent, au mépris des patients les hôpitaux comme des entreprises à rentabiliser,
- privilégient l'enseignement concentrationnaire et construisent des prisons et des centres fermés au lieu de multiplier les petites écoles,
- soutiennent les mafias agroalimentaires qui dénaturent la nourriture,
- bousillent les secteurs prioritaires (métallurgie, textile, logements, service postal, transports, verrerie, fabriques de biens utiles à la société)?

De l'extrême gauche à l'extrême droite, ce qui prime, c'est la recherche d'une clientèle, c'est le pouvoir, le mensonge, l'imposture et la frime. C'est le mépris du pauvre con qui pisse sa confiance dans l'urne sans penser à la vérole du désenchantement qui, le rendant hargneux et pris d'une rage aveugle, le prédisposera à la barbarie du chacun pour soi et du tous contre tous.

Mais, direz-vous, tous les politiciens ne sont pas corrompus, tous ne dépensent pas l'argent du contribuable en voyages d'affaires, en frais de représentation, en malversations diverses. Certains sont honnêtes et naïfs. Assurément, mais ceux-là ne demeurent pas longtemps dans l'arène. En attendant, ils servent de paravents aux assoiffés de pouvoir, aux malades de l'autorité, aux gestionnaires de la farce électorale, aux promoteurs d'une image de marque qu'ils affichent partout sans souci du ridicule.

Que l'on ne s'y trompe pas : bien que la démocratie parlementaire pourrisse sur pied, je ne propose ni de la supprimer ni de la tolérer plus longtemps comme un moindre mal. Je ne veux ni du «Ferme ta gueule!» ni du «Cause toujours!» Je veux que la politique retrouve son sens premier: l'art de gérer la cité. Je veux qu'une démocratie directe émane non de citoyens battus, cocus, contents, mais d'hommes et de femmes soucieux de promouvoir partout la solidarité et le progrès humain. Quand des collectivités locales agissant globalement – sur le mode de fédérations internationales – décideront de s'autogérer, et examineront:

- Comment favoriser la mise au point des formes d'énergie gratuite à l'usage de tous.
- Comment constituer une coopérative d'investissement pour en financer la construction.
- Comment mettre en œuvre la gestion collective d'un fonds d'investissement constitué par une participation financière que rendrait

possible le refus des petits et des moyens revenus d'acquitter les taxes et les impôts prélevés par l'État-bankster.

– Comment généraliser l'occupation des usines et leur gestion par ceux qui y travaillent.

– Comment organiser une production locale destinée à la consommation des collectivités locales et fédérées, afin d'échapper à la gabegie du marché et d'assurer peu à peu une gratuité des biens de survie, qui rende l'argent obsolète. (Ne parlez pas d'utopie! C'est ce qu'ont réalisé en 1936 les collectivités libertaires de Catalogne et d'Aragon, avant d'être écrasées par les communistes.)

– Comment propager l'idée et la pratique de cette gratuité qui est la seule arme absolue contre le système marchand.

– Comment favoriser la propagation des fermes dites biologiques et leur pénétration dans les villes.

– Comment multiplier de petites unités scolaires de proximité, d'où soient bannies les notions de compétition, de concurrence et de prédation. Utopique? Non. Au Mexique, à San Cristobal, l'Université de la Terre propose une formation gratuite dans les domaines les plus divers (en plus des matières traditionnelles: des ateliers de cordonnerie, de mécanique, d'électronique, de ferronnerie, de physique, d'agriculture naturelle, d'art culinaire, de musique, de peinture, etc.). La seule qualité requise est le désir d'apprendre. Il n'y a pas de diplômes mais on attend de «ceux qui savent» qu'ils communiquent gratuitement et partout leurs connaissances.

– Comment doter les collectivités locales de maisons de santé, où les premiers soins puissent être assurés avec l'aide des médecins de campagne et de quartiers.

– Comment organiser un réseau de transports gratuits et non polluants.

– Comment mettre en pratique une solidarité active en faveur des enfants, des vieux, des malades et handicapés, des personnes en difficultés mentales.

– Comment mettre en œuvre des ateliers de création ouverts à tous.

– Comment reconverter les supermarchés en entrepôts où les produits utiles et agréables fassent l'objet de trocs ou d'échanges de services en vue de favoriser la disparition de l'argent et du pouvoir.

Alors je voterai. Passionnément !

Raoul Vaneigem